



GESQ
Groupe d'Économie
Solidaire du Québec

www4.uqo.ca/ries2001/gesq

Dans le cadre du
Forum international de
l'économie sociale (FIESS)

PLAN D'ACTION

On change de modèle!

**Contribution de l'économie sociale
et solidaire (ESS) aux défis actuels
du développement durable**

À l'heure de RIO 2012 et de
l'Année internationale des coopératives,
la planète n'y arrivera pas
si on ne change pas de modèle!

Rendez-vous international • 17 octobre 2011 • Centre St-Pierre, Montréal



Desjardins
Caisse d'économie solidaire

www.caissesolidaire.coop

FONDACTION
CSN POUR LA COOPÉRATION
ET L'EMPLOI

www.fondaction.com



www.rencontres-montblanc.coop

Plan d'action

On change de modèle !

Plus de 200 personnes ont répondu « présent ! » à l'invitation de créer des liens stratégiques pour entreprendre une grande démarche collective en développement durable.

Chacun retourne dans son organisation pour bonifier un programme en 6 chantiers et 20 propositions que nous vous présentons dans les pages suivantes.

Ce cheminement prendra de l'ampleur au cours des prochains mois lors des Rencontres du Mont-Blanc en

novembre 2011, lors de l'université de printemps 2012 du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), lors de RIO + 2012, et lors du Sommet international des coopératives en octobre 2012.

Comment l'économie sociale et solidaire se réinvente-t-elle une économie au service de la société ? En prenant de front la crise écologique.

Le développement durable est un incontournable du 21^e siècle. Soyez-y, et bonne réflexion !

Les 4 organisations partenaires de l'initiative sont

Caisse d'économie solidaire Desjardins (www.caissesolidaire.coop)

Fondation (www.fondation.com)

Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) (<http://www4.uqo.ca/ries2001/gesq/>)

Rencontres du Mont-Blanc (www.rencontres-montblanc.coop)

Les 4 porteurs de dossier :

Gérald Larose, président de la Caisse d'économie solidaire Desjardins, membre du Forum international des dirigeants de l'économie sociale et du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ)

Mario Hébert, Directeur, Recherche, communications et soutien à la commercialisation à Fondation

René Lachapelle, président du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ)

Louis Favreau, sociologue, Université du Québec en Outaouais (UQO) ARUC-ISDC/CRDC et vice-président du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ)

Contact: Réjean Mathieu mathieu.rejean@yahoo.ca

Contribution pour sortir de la crise et s'inscrire dans le développement durable

Six chantiers et 20 axes d'intervention

Le projet des différentes familles de l'économie sociale (coopératives et mutuelles, fonds de travailleurs et associations) déborde largement du champ économique. En effet, ce qu'on appelle l'« économie » ne peut se réduire à une économie de type strictement capitaliste, dont la règle principale reste calée sur la rémunération maximale des capitaux investis au profit exclusif des actionnaires. L'économie sociale vise depuis ses origines l'instauration d'une société plus équitable, plus solidaire, plus démocratique et plus écologique. On ne peut dissocier son projet économique (entreprendre autrement) de son projet social et politique (justice et démocratie) et donc on ne peut réduire son rôle, son poids et sa contribution aux seuls indicateurs économiques de la richesse, au nombre d'entreprises qu'elle a créées et au nombre d'emplois générés. Bref, son seul poids économique est loin de suffire à la définir.

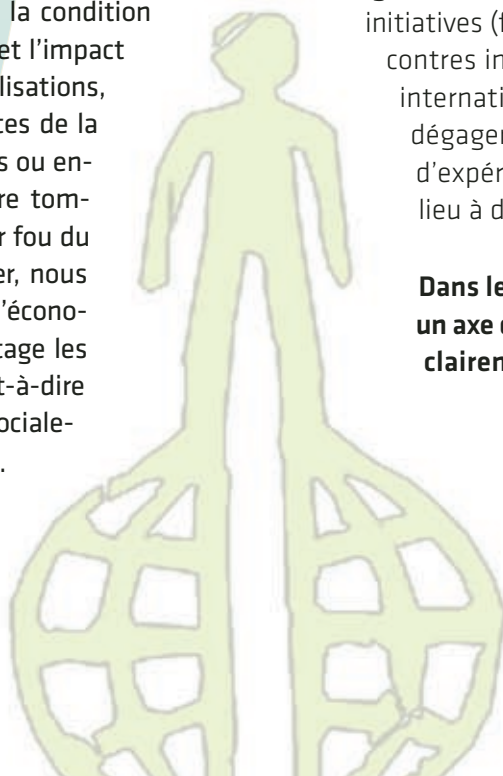
L'ESS est partie prenante de la construction d'une alternative crédible à l'économie capitaliste, à la condition de ne pas sous-estimer son rôle politique et l'impact de son projet, de son éthique, de ses réalisations, et son influence sur les autres composantes de la planète économique (entreprises publiques ou entreprises du secteur marchand). Sans faire tomber de son cheval, pour autant, « le cavalier fou du capitalisme financier », elle peut contribuer, nous dit l'économiste Maurice Parodi, à infléchir l'économie dans la perspective d'assumer davantage les enjeux d'un développement durable, c'est-à-dire d'un développement économique viable, socialement équitable et écologiquement durable.

L'économie sociale et solidaire : une force économique et sociale pour une économie au service de la société

La crise actuelle n'est pas une crise comme les autres. Elle n'est ni accidentelle, ni passagère, ni unidimensionnelle. **Elle est globale, économique, sociale et écologique.** Dans ce contexte, les initiatives de l'ESS peuvent être un levier pour sortir de cette crise par le bas. Mais elles ne peuvent le faire seules. Elles le peuvent avec d'autres et sur plusieurs échelles d'intervention (du local à l'international). Elles ont une capacité de faire des propositions pour renouveler l'économie québécoise afin d'y favoriser plus de solidarité, plus de démocratie et un Québec plus écologique parce qu'elles ont une expérience sur le terrain des pratiques économiques solidaires, un ancrage sur tous les territoires et une expertise à offrir. Mais cette force économique et sociale est encore un **nain politique** parce qu'elle se déploie trop en rangs dispersés et qu'elle investit peu ce terrain. Pour ce faire, nous proposons d'ouvrir

six grands chantiers capitalisant sur différentes initiatives (forums divers, universités d'été, rencontres internationales...). Déjà la conférence internationale de Lévis en 2010 a permis de dégager un premier ensemble d'enjeux et d'expériences pertinentes pouvant donner lieu à des propositions.

Dans les pages qui suivent, vous trouverez un axe d'intervention par paragraphe. Il sont clairement numérotés de 1 à 20.



1^{er} chantier

Démocratiser et territorialiser l'économie

1 Pour sortir de la crise et s'inscrire résolument dans le développement durable, les populations doivent reprendre le contrôle de leurs biens communs (eau, terre, ressources naturelles et écosystème)

2 L'économie sociale et solidaire, par ses fonds collectifs, lie les collectivités territoriales aux entreprises et aux institutions et démocratise leur gouvernance. Cela impose qu'elle forme des leaders et soutienne le développement de nouvelles entreprises et institutions qui donnent corps à cette priorité.

3 Il appartient aux pouvoirs publics de garantir le caractère pluriel de l'économie, d'encourager l'entrepreneuriat collectif, de s'engager dans le développement durable et solidaire des communautés et de favoriser les partenariats de ces dernières avec l'économie sociale et solidaire.

2^e chantier

Affronter la crise de l'énergie et le réchauffement climatique

4 La planète n'y arrivera pas ! Tous les indicateurs sont au rouge : le réchauffement climatique, l'épuisement des hydrocarbures et une demande croissante géopolitiquement transformée. Le modèle est épuisé. Il faut le changer.

5 Poussant en mode d'économie sociale et solidaire, des milliers d'initiatives ont mis au point des centaines d'innovations : dans l'habitat (efficacité énergétique) ; dans le transport (collectif, rural) ; dans l'agriculture (agriculture biologique et de territoire), dans la forêt (biomasse, reforestation...) ; dans la consommation (consommation responsable, réemploi, recyclage, commerce équitable...). Ces innovations contribuent à la réduction de la charge énergétique. Cependant, demeure la nécessité de changer radicalement le dispositif énergétique, avec l'appui des populations concernées, par un grand virage vers les énergies renouvelables. L'économie sociale et solidaire est is-

sue des populations et des communautés. Elle représente une alternative de premier ordre dans le développement d'énergies alternatives (l'éolien, le solaire, la biomasse, le géothermique, etc.).

6 Toutefois, bon nombre de ses projets nécessitent des capitaux qui dépassent les capacités des participants. Les coopératives et autres institutions de la finance socialement responsable sont directement interpellées. Mais sont également interpellés les pouvoirs publics qui devront définir des objectifs accessibles aux communautés et prévoir des niveaux de production et des encadrements financiers à la hauteur des enjeux concernés.

3^e chantier

Agriculture, agroalimentaire et aménagement des forêts

7 En 2050, la planète comptera neuf milliards d'habitants. Déjà, aujourd'hui un milliard de personnes ne mangent pas à leur faim. Permettre à la terre de nourrir tout son monde suppose des mutations gigantesques dans les modes de production agricole, dans l'aménagement forestier, dans la régulation des marchés et dans le rôle des pouvoirs publics.

8 On dénombre plus de 600 000 coopératives agricoles et forestières dans le monde, propriété de dizaines de millions de producteurs et de paysans indépendants aussi bien au Nord qu'au Sud. Elles sont au cœur de l'initiative pour une agriculture écologiquement intensive, pour l'agriculture biologique et pour l'exploitation durable de la forêt.

9 Se nourrir est un droit fondamental, c'est-à-dire le droit de tous les peuples à la souveraineté alimentaire, le droit à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produites à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que le droit des peuples à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. De même doit être reconnu le droit à l'aménagement intégré et durable des forêts. La création d'une véritable Organisation mondiale de l'agriculture qui aurait pour mission la reconnaissance de ces droits, l'harmonisation des politiques agricoles et forestières de même que la régulation de leurs marchés, s'avère nécessaire pour qu'ils soient respectés.

4^e chantier

De nouveaux choix sociaux pour l'État et le renouvellement des services collectifs

10 L'État peine à se renouveler. Sa technocratisation et sa bureaucratisation tiennent ses citoyens à distance et alourdissent ses services. L'État social de demain doit se rapprocher de ses territoires (régionalisation) et se connecter à ses communautés (démocratisation).

11 Dans toutes les régions du Québec, des groupes et des communautés prennent des initiatives et développent en mode d'économie sociale et solidaire : de nouveaux services de proximité en santé, de nouvelles approches pédagogiques en éducation, de nouvelles pratiques en insertion sociale et professionnelle, des équipements sociaux d'habitation, des offensives en planification économique locale et régionale, des innovations en production agricole, en ressources énergétiques et en protection environnementale, etc. Marginales à leur début, ces initiatives prennent aujourd'hui de l'ampleur. Là où elles sont significatives, elles ont vocation d'influencer les pratiques publiques et les pratiques professionnelles. Ces dernières, là où elles sont dominantes, ont l'obligation de se renouveler.

12 Dans l'élaboration de ses politiques publiques, l'État social de demain, dans le cadre d'espaces permanents de délibération citoyenne, doit mettre à contribution les forces vives de ses communautés. Dans la livraison des services, il doit privilégier les organisations dont le fonctionnement démocratique est également une contribution à la production de liens sociaux. Enfin, dans l'ensemble de ses pratiques, l'État social de demain a la responsabilité de faire primer l'intérêt général sur les intérêts particuliers et le développement durable sur la prédation à court terme.

5^e chantier

L'ouverture au monde, surtout aux pays du Sud

13 La mondialisation libérale et marchande imposée d'en haut désapproprie les populations de leurs biens communs, creuse les inégalités et conduit la planète au-delà de la limite de ses possibilités. Une mondialisation alternative, par le bas, est en construction. Il faut presser le pas.

14 Enracinée dans le réel et le quotidien des populations locales, l'économie sociale et solidaire répond aux besoins des individus et des communautés, crée des liens sociaux et concrétise leurs aspirations. En se fédérant toujours plus et mieux au plan international, en développant des alliances de toute sorte et en nourrissant des rapports assidus avec les autres composantes du mouvement social, l'économie sociale et solidaire pèsera d'un poids plus important dans l'économie mondiale, sera mieux reconnue et influencera davantage la régulation internationale.

15 Il n'y a pas d'avenir pour la planète et ses habitants sans une révision des règles du commerce et de l'aide publique au développement qui puisse permettre aux populations de reprendre le contrôle de leurs ressources naturelles, d'exercer librement leur souveraineté alimentaire, d'aménager selon leur volonté des services de proximité et se doter sans contrainte de politiques publiques visant une plus grande équité et égalité. En dépendent la paix, la prospérité et la santé de la planète.



6^e chantier

Renouveler notre action politique

16 Aujourd'hui, la pratique politique connaît un désamour inégalé. La population entretient à son égard un rapport parfois cynique, prélude à des dérives populistes et autoritaires. À terme, ce sont les institutions démocratiques qui seront menacées et que seront mises de côté les avancées durement acquises du côté des libertés, des égalités et des solidarités.

17 Les entreprises et les organisations d'économie sociale et solidaire donnent vie à la conviction que c'est en se regroupant collectivement et en fonctionnant démocratiquement que l'on répond mieux à ses besoins et à ceux de sa communauté et que l'on réalise plus amplement ses aspirations. L'économie sociale et solidaire puise aux valeurs de liberté (d'adhésion), d'égalité (des membres) et de solidarité (dans les ressources et services). À moins qu'elle soit complètement banalisée par le marché ou instrumentalisée par les politiques publiques, son projet est social. Alors ses acteurs doivent assumer leurs responsabilités politiques de porter sur la place publique les enjeux de cette économie et d'en débattre. Convaincus qu'ils contribuent ainsi au mieux vivre de toute la société.

18 Hiérarchique et régulièrement hégémonique, l'État a trop souvent tendance à se croire seul définisseur et détenteur de l'intérêt général. Une attention soutenue à l'égard des entreprises collectives et des organisations de l'économie sociale, plus souvent porteuses de l'intérêt général de par leur mode d'organisation et leurs finalités sociales que ne le sont les grandes entreprises privées, devrait l'aider à assumer pleinement et plus correctement son mandat.

Conclusion

Faire mouvement

19 Au Québec, les infrastructures physiques sont en piètre état. Beaucoup s'inquiètent des infrastructures sociales. Et les infrastructures politiques ne rassurent guère. Le temps est-il venu, collectivement, comme acteurs de l'économie sociale, de faire le point, de débattre d'une plateforme, de faire mouvement avec les autres forces vives de la société civile et de proposer ensemble une vision pour le Québec d'un véritable développement durable, des politiques publiques conséquentes et des projets pour les concrétiser dans les plus brefs délais ?

20 Au plan international se déploie un Forum international des dirigeants de l'économie sociale et solidaire qui tient des rencontres biennales à Chamonix (les Rencontres du Mont-Blanc). Celles des 9 au 12 novembre prochain consisteront à identifier la contribution de l'économie sociale et solidaire au développement durable que les organisations membres de ce Forum international présenteront aux chefs d'État du monde à RIO+20 en juin 2012. Le Québec, dont l'économie sociale et solidaire occupe un espace proportionnel significatif et stratégique, se doit d'être présent à Chamonix en novembre 2011 et à Rio en juin 2012 pour que son expérience soit connue et, s'il y a lieu, inspire et dynamise d'autres communautés dans le monde.



Rio 2012 : dernière chance ou nouvelle ère ?

LEMONDE.FR | 30.06.11 | 09h08

En juin 2012 aura lieu une conférence internationale importante des Nations unies sur le développement durable. En 1992, les Nations unies avaient organisé le premier Sommet de la terre, réunissant de nombreux chefs d'Etat au chevet de la planète. Une convergence avait émergé alors sur la capacité du développement durable à croiser les dimensions environnementale, sociale, économique et culturelle, dans une logique démocratique et participative.

Des textes fondateurs avaient au préalable structuré la réflexion (rapport sur la croissance du Club de Rome, rapport Brundtland...), mais ce qui a fait le succès du Sommet a été la participation de la société civile, c'est à dire des organisations non étatiques : associations, entreprises, collectivités territoriales... Le sommet Rio de 1992 a eu aussi une qualité rare : il portait un message enthousiasme fondateur. L'agenda 21, nouvelle feuille de route pour les territoires, a été défini et promu, et les années suivantes ont démontré la pertinence de la méthode. Des alliances se sont créées : en France, le Comité 21, fort de ses 460 organisations membres (collectivités, entreprises, associations, enseignement supérieur et recherche), est fondé sur cette logique fondamentale : partager, mobiliser, collaborer, mesurer, agir... globalement et localement.

Que s'est-il passé ces vingt dernières années ? Une profonde révolution : explosion démographique – 7 milliards dans quelques semaines – renforcement des problèmes sanitaires, tension sur l'eau et appauvrissement des ressources, dérèglements climatiques, accroissement des inégalités et donc de la pauvreté... mais aussi un accès facilité à l'information, une mise en réseau globale, la transformation des modes de travail, un meilleur accès à la culture, à la santé, à la mobilité...

Les technologies de la communication nous mettent en capacité de recevoir de très nombreux messages instantanés, mais elles nous rendent plus compulsifs dans nos réactions, nous menant à l'hyperconsommation : acheter immédiatement pour posséder et se rassurer. La première urgence est de ne pas ajouter des problèmes supplémentaires aux défis que nous avons déjà à relever, car *"nous passerons le XXI^e siècle à réparer les dégâts des deux siècles précédents"* (Bettina Laville).

Ainsi, la réalité a confirmé les augures du Sommet de la terre de 1992 : nous ne gérons pas la terre sur ses dividendes mais entamons chaque jour son capital de ressources et de biodiversité ! C'est d'autant plus un problème que nous sommes de plus en plus nombreux, que les richesses ne sont pas partagées et que les habitants des pays émergents veulent avoir accès aux modes de vies des plus riches. De vrais signaux nous font comprendre qu'il n'est pas trop tard. Les accords de Kyoto en 1997, la signature par 2 700 élus de la Convention des maires, les actions dans le bâtiment, suite au Grenelle de l'environnement...

Les deux chantiers prioritaires sont la transition économique et la refonte de la gouvernance des territoires. La *green economy*, dans le cadre du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, sera avec la gouvernance mondiale de l'environnement, au cœur de la conférence internationale de juin 2012, souvent appelée Rio+20. C'est une opportunité de remettre à plat les stratégies, les outils, les méthodes et les indicateurs. Ce sera aussi l'opportunité de se poser la question des valeurs qui mènent le monde.

Les modèles sociétaux ne répondent plus à nos besoins et modes de vie. Doit-on attendre des décisions politiques ou économiques venues d'ailleurs ? C'est par une coproduction active et solidaire que l'on peut avancer. Ce sommet de Rio 2012, qui représente avant tout un enjeu de gouvernance, sera une étape importante, s'il est nourri par chacun d'entre nous.

Malgré les très profondes crises environnementale, sociale, économique et culturelle que nous vivons, nous devons être plus actifs ; nous ne pouvons espérer des résultats concrets et opérationnels des chefs d'Etat et fonctionnaires internationaux qui seront à Rio en juin 2012, que si nous y sommes représentés, et que si nous leur apportons des propositions.

Quelle territorialisation pour le développement durable ? Quelles relations entre pays du Sud et ceux du Nord ? Quelle gouvernance mondiale de l'environnement ? Quels modèles économiques pour mener à la prospérité ? Quelle définition de la qualité de vie ? Ce sont les questions que nous pouvons traiter ensemble. En France et à l'étranger, différentes organisations des Etats et de la société civile sont déjà l'œuvre...

Espérons qu'elles seront rejointes par tous ceux qui croient que notre monde peut faire sa "métamorphose" pour une qualité de vie partagée par tous.

Gilles Berhault, président du Comité 21



Les Rencontres du Mont-Blanc

The Mont Blanc Meetings

Les 5^e Rencontres du Mont-Blanc, du 9 au 12 novembre 2011, intitulées « l'économie sociale, un nouveau modèle de développement ? », élaboreront une position commune de l'économie sociale à porter au sommet de Rio 2012.

L'économie sociale, un nouveau modèle de développement ?

Comment l'économie sociale répond-elle aux défis sociaux et environnementaux actuels ? Comment crée-t-elle et distribue-t-elle la richesse ? Par ses objectifs, par ses pratiques, constitue-t-elle un modèle de développement durable ?

Autant de questions qui seront débattues lors de cette 5^e édition des Rencontres du Mont-Blanc. L'occasion pour les dirigeants de l'économie sociale de définir le rôle qu'ils jouent et celui qu'ils souhaitent tenir, de lancer et de partager des projets concrets.

Les 5^e Rencontres du Mont-Blanc sur le chemin de Rio 2012

Les 5^e Rencontres du Mont-Blanc interviendront quelques mois avant la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable, qui réunira les chefs d'Etat à Rio au printemps 2012.

Elles seront le lieu d'expression idéal de l'économie sociale pour interpellier la gouvernance publique mondiale et démontrer en quoi l'économie sociale peut favoriser un développement soutenable et intégratif.

Le Comité Scientifique de l'édition prépare un texte d'orientation qui sera validé par les participants et porté au sommet de Rio 2012.

Pour aller plus loin

<https://www.rencontres-montblanc.coop/?q=node/49>

